



La santé en Bourgogne

Bilan budgétaire 2010 équilibré = mission impossible

Le gouvernement, via le ministère de la santé, décide de façon unilatérale de ne pas verser 1/3 du budget des MIG (missions d'intérêt général), le motif invoqué étant que « l'objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) a été dépassé » (au dessus des 3,2% prévus pour 2010),

Ce changement des règles en fin d'exercice budgétaire est inadmissible, les conséquences pour les usagers et les salariés vont être dramatiques.

Pour les usagers	Pour les salariés
<ul style="list-style-type: none"> ➤ <u>Les urgences</u> : dans la Nièvre on supprime 2 véhicules pour les sorties SMUR sur 5, c'est l'augmentation des délais d'intervention avec tous les risques vitaux que cela va engendrer pour la population ➤ <u>le plan Cancer</u> : c'est l'instauration d'une inégalité de prise en charge des pathologies qui nécessitent des traitements de pointe... ➤ <u>le plan Alzheimer</u> : la remise en cause des équipes mobiles de gériatrie, des consultations mémoire... ➤ la remise en cause des moyens pour les <u>équipes mobiles de soins palliatifs</u> ➤ diminution des moyens pour <u>l'éducation thérapeutique</u> (diabétiques, insuffisants rénaux, insuffisants cardiaques...) ➤ remise en cause des <u>prises en charge de la douleur</u> 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Cette suppression des moyens financiers va induire une <u>réduction des postes</u> soignants et non-soignants <ul style="list-style-type: none"> → non renouvellements des contrats → non remplacements des départs en retraite → gels des titularisations → remise en cause des services logistiques → et la liste n'est pas exhaustive !

Le service public de santé est passé à la moulinette par le désengagement de l'état.

La CGT exige le versement des sommes promises au budget 2010.